



6° année / N° 273

du 7 au 13 juin 1988

POLITIQUE

Arrestation de civils impliqués dans le complot
Suspension de "Aqui el mundo"
Un poste diplomatique pour un officier de l'armée
Attentat contre une agence de presse
La police des douanes mêlée à des crimes

ECONOMIE

Aviateca reprivatisée
L'Institut de la forêt fermé pour cause de corruption
Le dialogue reprend entre le gouvernement et le patronat

INSURRECTION

125 pertes pour l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

L'UNSI TRAGUA dénonce la répression patronale et gouvernementale
Conflit à l'INDE
Les syndicats condamnent l'attentat

DROITS DE L'HOMME

Un cimetière clandestin est découvert
30 victimes de la violence politique en juin

4° P. 12315

POLITIQUE

ARRESTATION DE CIVILS IMPLIQUES DANS LE COMLOT

Le politicien d'extrême droite Mario Castejon -médecin lié à la contre-révolution nicaraguayenne- a été arrêté le 8 juin sur ordre du gouvernement. Il est accusé "d'apologie de la violence" en raison de sa participation supposée à la tentative de coup d'Etat du 11 mai.

Castejon avait été accusé dans un premier temps "d'instigation", "d'offenses au président" et de "calomnies", accusations qui n'ont pu finalement être retenues contre lui. Le médecin a été libéré après avoir payé une caution le lendemain. A sa sortie de prison, il a qualifié de "démagogue" le président Cerezo. D'après les journalistes, Danilo Roca et Federico Pola devraient également être interrogés prochainement pour les mêmes motifs.

SUSPENSION DE "AQUI EL MUNDO"

La chaîne de télévision "Canal 3" a refusé de renouveler le contrat du journal télévisé "Aqui el mundo". Les émissions ont été interrompues le 6 juin. Mario David Garcia, directeur de ce journal, a accusé le gouvernement d'avoir exercé des pressions sur le personnel de la chaîne. Il a l'intention d'explorer toutes les possibilités de négociations afin de maintenir son émission. Le 9 juin, le conseil constitutionnel a rejeté le pourvoi en appel qui avait été accepté le 1er juin par le juge Carlos Gandara.

UN POSTE DIPLOMATIQUE POUR UN OFFICIER DE L'ARMEE

Une information officielle du 13 juin fait état de la nomination du colonel Byron Disrael Lima Estrada au poste de conseiller militaire de l'ambassade guatémaltèque au Pérou.

Lima, commandant de la zone militaire du département de Chiquimula, a dû quitter son poste en raison de sa participation supposée à la tentative de coup d'Etat. Spécialisé dans la contre-insurrection, il a été directeur de la Section des services secrets de l'armée (G-2), commandant de la zone militaire de Playa Grande, et promoteur de l'unité kamikaze préparée aux situations contre-insurrectionnelles. D'autre part, l'armée a informé du remplacement de Roberto Letona Hora, directeur du département de l'Information, par le colonel d'infanterie Luis Arturo Isaacs Rodriguez. Ce dernier était instructeur au Centre d'études militaires de l'Institut "Adolfo V. Hall".

ATTENTAT CONTRE UNE AGENCE DE PRESSE

Dans la nuit du 10 juin, une douzaine d'individus non identifiés ont saccagé les locaux du Service d'information et d'analyse du Guatemala (ACEN-SIAG), agence de presse située dans l'immeuble Ibarra de la capitale. Les dégâts matériels sont estimés à cent mille dollars. Tout le matériel de production de l'hebdomadaire "La Epoca", dirigé, de même que ACEN-SIAG, par le journaliste Byron Barrera, a été détruit. Le portier de l'immeuble, Jacinto Luiz Mendez, a été blessé.

L'Association des journalistes du Guatemala (APG) condamne l'attentat et signale qu' "il ne vise pas seulement la destruction des installations de l'hebdomadaire "La Epoca", mais aussi l'instauration de la terreur parmi les médias".

Le 12 juin, les journalistes qui couvraient le III^e séminaire de législation guatémaltèque ont reçu un communiqué anonyme menaçant de mort les professionnels de la communication de retour d'exil, accusés de fomenter un plan de "communisation" du Guatemala.

LA POLICE DES DOUANES MELÉE A DES CRIMES

Selon un rapport du 7^e tribunal de première instance pénale, la police des douanes est mêlée à une série de crimes commis depuis juin 87.

Selon les preuves et les dénonciations figurant dans le rapport, le corps de police aurait utilisé pour ces actions un véhicule blanc. La police des douanes est également accusée de l'enlèvement et de l'assassinat des étudiants Ana Elisabeth Paniagua Morales et José Albino Grijalba Estevez, ainsi que des commerçants J. Salomon Gomez, William Otilio Gonzalez et Pablo Corado Barrientos.

Les chefs de la police nationale et de la police des douanes seront entendus par le Congrès de la république le 16 juin.

Si les policiers ne comprennent pas la nature de leurs fonctions, l'équipement offert par divers pays aux forces de sécurité guatémaltèques ne sert à rien, a déclaré le député Carlos Gonzalez.

Selon le vice-ministre de l'Intérieur, Benjamin Rivas Barato, "la police a abusé dans beaucoup de cas". Le chef de la police nationale, le colonel Julio Caballeros a estimé le 13 juin que l'institution qu'il dirige abrite en son sein "des tueurs, des voleurs et des ravisseurs".

ECONOMIE

AVIATECA REPRIVATISEE

Le 10 juin, le ministre de l'Economie, Lizardo Sosa Lopez, a annoncé la reprivatization de l'entreprise aérienne nationale AVIATECA. Des actions destinées aux sociétés, à l'Etat et aux travailleurs de la Compagnie seront mises en vente.

L'INSTITUT DE LA FORET FERME POUR CAUSE DE CORRUPTION

D'après un communiqué du secrétariat des Relations publiques de la Présidence rendu public le 10 juin, l'Institut national de la forêt (INAFOR) a été définitivement fermé en raison de la corruption de son personnel.

Dans le communiqué, il est mentionné que "loin de protéger les ressources naturelles et de stimuler les activités forestières productives, le pouvoir est utilisé de manière arbitraire au profit d'opérations illicites."

L'INAFOR sera remplacé par la Direction générale des bois et de la vie sylvestre, rattachée à la Présidence de la république.

LE DIALOGUE REPREND ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

Le 10 juin, Arturo Pellecer, président du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), a annoncé la reprise du dialogue entre le gouvernement du président Vinicio Cerezo et le secteur patronal du pays.

Les contacts avaient été interrompus à la fin de l'année dernière à la suite de la réforme fiscale.

Le CACIF espère que le président respectera les accords conclus. Il n'a pas été défini de thèmes particuliers mais seront abordés les politiques économique, financière, monétaire et salariale ainsi que les incitations à la production et au développement du tourisme.

INSURRECTION

125 PERTES POUR L'ARMEE

Dans un communiqué du 9 juin, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque annonce avoir infligé 125 pertes à l'armée au cours de l'une des plus importantes opérations montées ces dernières années. L'action a eu lieu dans la municipalité de Acatenango, département du Chimaltenango ; les troupes de l'URNG ont encerclé par surprise le détachement de choc Cabriran dans le village El Socorro. Le 9 juin, d'autres forces de l'URNG ont attaqué les positions de l'armée sur les flancs du volcan Tajumulco, dans le département de San Marcos, causant 12 pertes. Depuis le début de l'année, l'URNG a infligé 1 148 pertes à l'armée, dont 190 au mois de juin.

MOUVEMENT POPULAIRE

L'UNSI TRAGUA DENONCE LA REPRESSION PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE

Le 7 juin, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala a dénoncé la politique répressive et anti-syndicale menée par le patronat, au mépris du droit du travail et l'utilisation des forces de l'ordre pour réprimer les travailleurs guatémaltèques.

L'UNSI TRAGUA a fait référence à la répression patronale et gouvernementale exercée à l'encontre des travailleurs de Lunafil, Eskimo, Petrostee, Acumuladores Victor et du Comité national des non-voyants et des sourds-muets. "Les entrepreneurs mettent en cause le principe de l'organisation syndicale en diffamant, congédiant, menaçant de mort et en tentant de désorganiser le mouvement".

L'UNSI TRAGUA demande au gouvernement la non-intervention des forces de l'ordre dans les conflits du travail et sa médiation dans les négociations ; elle demande en outre l'appui inconditionnel, moral et matériel de tous les secteurs populaires, humanitaires et de l'Eglise.

CONFLIT A L'INDE

Les travailleurs de l'Institut national de l'électrification demandent, dans un télégramme adressé au président de la république le versement de l'augmentation de salaires (Q. 50 par mois) prévue. Si cette mesure n'était pas entrée en vigueur le 15 juin, les centrales thermo et hydroélectriques du pays seraient paralysées par une grève.

Les travailleurs précisent que leur décision est "absolument a-politique" et rendent la direction de l'INDE responsable de toute rupture dans la production des services qui pourrait survenir. L'INDE alimente 70% de la consommation nationale d'énergie.

Le télégramme, daté du 11 juin, est signé par l'équipe technique de la centrale hydroélectrique de Chixoy, la plus importante du pays.

LES SYNDICATS CONDAMNENT L'ATTENTAT

Le 13 juin, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala, la Confédération générale des travailleurs du Guatemala et la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala ont exprimé leur indignation face à l'attentat perpétré le 12 juin contre le Service d'information et d'analyse du Guatemala (ACEN-SIAG) et l'hebdomadaire "La Epoca".

"Tout acte de violence est désavouable, mais d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une atteinte aux libertés fondamentales de l'homme, dans ce cas de la liberté d'expression".

DROITS DE L'HOMME

UN CIMETIERE CLANDESTIN EST DECOUVERT

On a découvert le 7 juin un cimetière clandestin aux abords du village de Pancop, à 14 km de la municipalité de Zacualpa, département du Quiché (ouest du pays). C'est le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus qui a permis la localisation du cimetière ; le GAM signale qu'il existe au moins 18 cimetières dans le Quiché, abritant les restes de dizaines de paysans victimes de la répression gouvernementale.

les victimes de Pancop sont : Pedro de la Cruz, Ramon Sac de la Cruz, Miguel de la Cruz, Guadalupe de la Cruz et une personne non identifiée.

Le GAM accuse de la tuerie les responsables militaires et les chefs des patrouilles civiles Patrocinio Toj, Fermin Chingo, Juan Benito, Augustin Ruiz, Francisco Ruiz et Mauricio Moreno.

30 VICTIMES DE LA VIOLENCE POLITIQUE EN JUIN

Selon la presse du 13 juin, 11 personnes ont été enlevées ou assassinées au cours de la semaine précédente, ce qui porte à 30 le nombre des victimes de la violence politique au Guatemala au mois de juin.

8 personnes ont été assassinées par balle par des individus non identifiés circulant à bord de véhicules sans plaque d'immatriculation. 2 personnes ont été tuées à coups de machette après avoir été torturées. Une personne a été enlevée.